

# Les morts parlent

mardi 2 juin 2015, par [Jadarshini](#)

## **Interview original publié dans *Outlook India* le 10 octobre 2011**

L'état indien peut faire taire la vie, mais pas la voix du silence.

Le 23 septembre 2011, vers 3 heures du matin, peu de temps après son arrivée à l'aéroport de New Delhi, le journaliste radio américain David Barsamian fut expulsé. Cet homme dangereux, qui produit des émissions indépendantes et gratuites pour la radio publique, se rend en Inde depuis quarante ans, faisant des choses dangereuses telles qu'apprendre l'ourdou ou à jouer du sitar. Il a publié des entretiens longs comme des livres avec Edward Said, Noam Chomsky, Howard Zinn, Ejaz Ahmed et Tariq Ali. (Il fait même son apparition en tant que jeune interviewer en pantalon pattes d'éléphant dans le film documentaire de Peter Wintonick basé sur l'ouvrage *Manufacturing Consent* de Noam Chomsky et Edward S. Herman). Lors de ses tous derniers voyages en Inde, il a fait une série d'interviews radiophoniques avec des militants, des universitaires, des cinéastes, des journalistes et des écrivains (dont moi-même). Le travail de Barsamian l'a conduit en Turquie, en Iran, en Syrie, au Liban et au Pakistan. Il n'a jamais été expulsé d'aucun de ces pays.

Donc, pourquoi la plus grande démocratie du monde craint-elle ce réalisateur radio solitaire, joueur de sitar ourdouphone à tendance de gauche ? Voici comment l'explique lui-même Barsamian : "Tout tourne autour du Cachemire. J'ai travaillé sur le Jharkhand, le Chhattisgarh, le Bengale occidental, les barrages du Narmada, les suicides des agriculteurs, le pogrom du Gujarat et l'affaire Binayak Sen. Mais c'est le Cachemire qui est au coeur des inquiétudes de l'état indien. Le récit officiel ne doit pas être contesté". Les reportages de presse au sujet de son expulsion ont cité des 'sources' officielles disant que Barsamian avait "violé les normes de son visa au cours de sa visite en 2009-2010 en se permettant un travail professionnel alors qu'il avait un visa touristique". Les normes de visa en Inde sont un trou intéressant par lequel épier dans les préoccupations et les choix du gouvernement. S'abritant sous la vieille bannière mesquine de la "guerre contre le terrorisme", le ministre de l'Intérieur de l'Union a décrété que les savants et les universitaires invités à des conférences et à des séminaires avaient besoin d'une autorisation officielle accordée par les services de sécurité avant de recevoir un visa. Les cadres d'entreprise et les hommes d'affaires pas. Par conséquent, quelqu'un qui veut investir dans un barrage ou construire une aciérie ou acheter une mine de bauxite n'est pas considéré comme un danger, tandis qu'un savant qui souhaiterait peut-être participer à un séminaire sur, imaginons, le déplacement ou le communautarisme ou la malnutrition croissante dans une économie mondialisée l'est. Les terroristes étrangers ayant de mauvaises intentions ont dès lors probablement deviné qu'ils feraient mieux de porter des costumes Prada et de prétendre vouloir acheter une mine que de porter de vieux pantalons en velours côtelé et de dire vouloir assister à un séminaire. (Certains soutiendraient que les acheteurs de mine en costumes Prada sont les vrais terroristes)

David Barsamian ne s'est pas rendu en Inde pour acheter une mine ou pour suivre une conférence. Il est juste venu pour parler avec les gens. La plainte déposée contre lui, selon les "sources officielles", est qu'au cours de sa dernière visite en Inde, il a rendu compte des événements au Jammu et Cachemire et que ses reportages n'étaient "pas basés sur les faits". Rappelez-vous que Barsamian n'est pas un journaliste, mais un homme qui s'entretient avec les gens, principalement dissidents, au sujet des sociétés dans lesquelles ils vivent. Serait-ce illégal pour moi d'aller aux Etats-Unis ou en Europe et d'écrire sur les gens que j'ai rencontré, même si mon écriture n'était "pas basée sur des faits" ? Qui détermine quels "faits" sont corrects et ceux qui ne le sont pas ? Barsamian aurait-il été expulsé si les entretiens qu'il avait enregistré avaient fait l'éloge des impressionnants taux de participation électoraux au Cachemire, plutôt que sur ce à quoi ressemble la vie dans la plus dense occupation militaire du monde ? (600.000 hommes de troupe armés activement déployés pour une population de dix millions de personnes). Ou s'ils avaient concerné les opérations de sauvetage de l'armée dans le tremblement de terre de 2005 plutôt que les

massives révoltes non armées qui ont eu lieu pendant trois étés consécutifs ? (Et qui n'ont reçu aucun écho médiatique continu, et que personne n'a eu l'idée d'appeler le 'printemps cachemirien') David Barsamian n'est pas la première personne à être expulsée en raison des sensibilités du gouvernement indien sur le Cachemire. Le professeur Richard Shapiro, un anthropologue de San Francisco, fut expulsé de l'aéroport de New Delhi en novembre 2010 sans qu'on ne lui donne aucune raison. La plupart d'entre nous croient que c'était une façon pour le gouvernement de punir sa partenaire Angana Chatterji, une co-présidente du International People's Tribunal on Human Rights and Justice, qui a le premier attiré l'attention internationale sur l'existence de charniers sans nom au Cachemire. May Aquino, de la Asian Federation against Involuntary Disappearances (AFAD), Manille, avait prévu de faire un séjour au Cachemire en septembre 2001. Elle fut expulsée à l'aéroport de Delhi. Plutôt tôt cette année, le 28 mai, le militant indien pour les droits démocratiques Gautam Navlakha, qui a son franc parlé, fut expulsé de l'aéroport de Srinagar vers Delhi. (Farooq Abdullah, l'ancien chef du gouvernement du Cachemire, a justifié l'expulsion en disant que des écrivains comme Navlakha et moi n'avaient pas le droit de pénétrer au Cachemire, parce que "le Cachemire n'est pas en flammes" - quoi que cela veuille dire) Le Cachemire est en train de se faire isoler, coupé du monde extérieur par deux cercles concentriques de patrouilles frontalières - à Delhi comme à Srinagar - comme si c'était déjà un pays libre avec son propre régime de visa. A l'intérieur des frontières, bien sûr, c'est la saison de la chasse pour le gouvernement et l'armée. L'art de contrôler les journalistes et le commun des mortels cachemiriens avec une combinaison mortelle de pots-de-vin, de menaces, de chantage et un éventail complet d'indicibles cruautés soigneusement élaborées s'est développé en un moyen d'expression artistique.

Pendant que le gouvernement est en train d'essayer de réduire les vivants au silence, les morts ont commencé à parler plus fort. Il était indélicat de la part de Barsamian de planifier un voyage au Cachemire exactement au moment où la commission pour les droits de l'homme de l'état s'humiliait en reconnaissant officiellement l'existence de 1700 tombes sans nom dans trois districts du Cachemire. Les rapports de milliers d'autres tombes affluent en provenance d'autres districts. Il est indélicat de la part des tombes sans nom d'embarrasser le gouvernement indien juste au moment où le rapport officiel de l'Inde doit être réexaminé au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.

En dehors du dangereux David, de qui d'autre la plus grande démocratie du monde a-t-elle peur ? Il y a le jeune Lingaram Kodopi, un Adivasi du Dantewada, qui a été arrêté le 9 septembre 2011. La police prétend qu'elle l'a pris en flagrant délit au marché alors qu'il transmettait de l'argent d'Essar, une société d'extraction de minerai de fer au CPI(Maoist) interdit, pour qu'il la laisse en paix. Sa tante Soni Sori dit qu'il a été interpellé par des policiers en civil dans une Bolero blanche, dans la maison de son grand-père dans le village de Palnar. Maintenant, elle est aussi recherchée par la police. De façon intéressante, même selon ses dires, la police a arrêté Lingaram mais a permis aux maoïstes de s'échapper. Ceci n'est que la dernière d'une série d'accusations bizarres, presque hallucinatoires, qu'ils ont fait contre Lingaram et ensuite retiré. Son véritable crime est qu'il est le seul journaliste qui parle Gondi, la langue locale, et qui sait comment franchir les chemins forestiers isolés au Dantewada, Chhattisgarh, l'autre zone de guerre de laquelle aucune information ne doit venir.

Ayant cédé par écrit d'immenses étendues des patries tribales indigènes du centre de l'Inde à des sociétés multinationales d'infrastructure et d'exploitation minière dans une série de protocoles d'accord secrets - en totale violation de la loi comme de la constitution - le gouvernement a commencé à inonder les forêts avec des centaines de milliers d'hommes des forces de sécurité. Toute résistance, aussi bien armée que non armée, a été qualifiée de "maoïste". (Au Cachemire, l'expression préférée est "éléments djihadistes") Alors que la guerre civile devient plus meurtrière, des centaines de villages ont été réduits en cendres. Des centaines de milliers vivent terrifiés cachés dans les forêts. Les forces paramilitaires ont assiégé la forêt. Un réseau d'indicateurs patrouille dans les bazars de village, faisant des voyages des villageois pour les provisions de première nécessité et les médicaments un cauchemar. Un nombre incalculable d'anonymes sont en prison, accusés de sédition et de faire la guerre à l'état, sans avocat pour les défendre. Très peu d'informations ne sort de ces forêts, et il n'y a aucun décompte des morts.

Par conséquent, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi le jeune Lingaram Kodopi représente une telle menace. Avant de recevoir sa formation pour devenir journaliste, il était chauffeur au Dantewada. En 2009, la police l'a arrêté et a confisqué sa jeep. Il a été enfermé dans une petite toilette pendant 40 jours où il a subi des pressions pour devenir un Special Police Officer (SPO) dans la Salwa Judum, l'armée d'autodéfense financée par le gouvernement qui, à ce moment-là, était chargée de forcer les gens à fuir

leurs villages. (La Salwa Judum a depuis été déclarée anticonstitutionnelle par la Cour Suprême). La police a relâché Lingaram après que le militant gandhien Himanshu Kumar ait déposé une requête d'habeas corpus au tribunal. Mais ensuite, la police a arrêté le vieux père de Lingaram et cinq autres membres de sa famille. Ils ont attaqué son village et ont déconseillé aux villageois de lui donner asile. Finalement, Lingaram s'est enfui à Delhi où des amis et des sympathisants ont obtenu son admission à l'école de journalisme. En avril 2010, il est allé au Dantewada et a accompagné les témoins et les victimes de la barbarie de la Salwa Judum, de la police et des forces paramilitaires à Delhi, leur donnant la possibilité de témoigner au Independent People's Tribunal. (Dans son propre témoignage, Lingaram fut aussi sévèrement critique des maoïstes)

Mais cela n'a pas découragé la police du Chhattisgarh. Le 2 juillet 2010, le haut placé dirigeant maoïste Azad, porte-parole officiel du parti maoïste, fut capturé et exécuté par la police de l'Andhra Pradesh. L'inspecteur général adjoint S.R.P. Kalluri de la police du Chhattisgarh a annoncé lors d'une conférence de presse que Lingaram Kodopi avait été élu par le parti maoïste pour reprendre le rôle du camarade Azad. (C'était comme d'accuser un jeune écolier dans le Yan'an de 1936 d'être Zhou-en-Lai) L'accusation fut réfutée avec une telle dérision que la police a dû la retirer. Ils avaient également accusé Lingaram d'être le cerveau d'une attaque maoïste contre un législateur du Congrès au Dantewada. Mais peut-être parce qu'ils s'étaient déjà tellement ridiculisés et montré vindicatifs, ont-ils décidé d'attendre leur heure. Lingaram est resté à Delhi, a achevé ses études et a reçu son diplôme en journalisme. En mars 2011, les forces paramilitaires ont réduit en cendres trois villages au Dantewada - Tadmetla, Timapuram et Morapalli. Le gouvernement du Chhattisgarh a tenu les maoïstes pour responsables. La Cour Suprême a confié l'enquête au bureau central d'enquête. Lingaram est retourné au Dantewada avec une caméra et a cheminé de village en village, consignait des témoignages de première main des villageois qui accusaient la police. (Vous pouvez en voir certains sur YouTube) En faisant ceci, il a fait de lui un des hommes les plus recherchés du Dantewada. Le 9 septembre, la police l'a finalement attrapé.

Lingaram a rejoint une impressionnante brochette de gênants collecteurs d'informations et propagateurs au Chhattisgarh. Parmi les tous premiers à avoir été réduits au silence, il y a le célèbre docteur Binayak Sen qui, le premier, a donné l'alarme au sujet des crimes de la Salwa Judum dès 2005. Il fut arrêté en 2007, accusé d'être maoïste et condamné à la prison à vie. Après des années de prison, il est maintenant en liberté provisoire sous caution. Plusieurs personnes ont suivi Binayak Sen en prison - dont Piyush Guha et le cinéaste Ajay T.G.. Tous deux ont été accusés d'être maoïstes. Ces arrestations ont jeté un froid dans la communauté activiste au Chhattisgarh, mais n'ont pas empêché certains d'entre eux de continuer à faire ce qu'ils faisaient. Kopa Kunjam travaillait avec la Vanvasi Chetna Ashram de Himanshu Kumar, faisant exactement ce que Lingaram a tenté de faire beaucoup plus tard - allant dans les villages isolés, mettant en évidence des informations et consignait soigneusement l'horreur qui se déroulait. (Il fut mon premier guide dans les villages forestiers du Dantewada) Une bonne partie de cette documentation s'est fait une place dans les affaires judiciaires qui se révèlent être une source d'inquiétude et de malaise pour le gouvernement du Chhattisgarh.

En mai 2009, la Vanvasi Chetna Ashram, le dernier refuge neutre pour les journalistes, les écrivains et les universitaires qui voyageaient au Dantewada, fut démolie par le gouvernement du Chhattisgarh. En décembre 2009, le jour de la journée mondiale des droits de l'homme, fut arrêté. Il était accusé d'être de connivence avec les maoïstes dans le meurtre d'un homme et l'enlèvement d'un autre. L'affaire contre Kopa a commencé à s'effondrer alors que les témoins de la police, y compris l'homme kidnappé, reniaient les dépositions qu'ils avaient soi-disant faites à la police. Cela n'a pas vraiment d'importance parce qu'en Inde, nous savons tous que le procès est la sanction. Il faudra des années à Kopa pour prouver son innocence, période après laquelle l'administration espère que l'arrestation aura atteint son objectif. Un grand nombre de villageois incités par Kopa à déposer plainte contre la police ont aussi été arrêtés. Certains sont en prison. D'autres ont été forcés à vivre dans des camps situés en bord de route et habités par des SPO. On y compte beaucoup de femmes qui ont commis le crime d'avoir été violées. Peu après l'arrestation de Kopa, Himanshu Kumar fut chassé du Dantewada. En septembre 2010, un autre activiste adivasi, Kartam Joga, fut arrêté. Son délit était d'avoir adressé une pétition à la Cour Suprême en 2007 au sujet des violations endémiques des droits humains commis par la Salwa Judum. Il est accusé de complicité avec les maoïstes dans le meurtre de 76 membres de la CRPF à Tadmetla en avril 2010. Kartam Joga est membre du CPI qui a des relations tendues, si pas hostiles, avec les maoïstes. Amnesty International l'a désigné prisonnier politique.

Pendant ce temps, les arrestations se poursuivent à une allure régulière. Un coup d'oeil ponctuel aux First Information Reports (NdT : premiers rapports d'information) déposés par la police donne une idée assez claire de comment les affaires mortelles de l'application de la loi selon les procédures prévues marchent au Dantewada. Les textes d'un grand nombre de ces FIR sont exactement les mêmes. Le nom de l'accusé, la date, la nature du crime et les noms des témoins sont simplement insérés dans le moule à biscuits. Il n'y a personne pour contrôler. La majeure partie des concernés, prisonniers comme témoins, ne savent ni lire ni écrire.

Un jour, au Dantewada aussi, les morts commenceront à parler. Et ce ne seront pas juste les humains morts, ce seront les terres mortes, les rivières mortes, les montagnes mortes et les créatures mortes dans les forêts mortes qui revendiqueront une audience.

En attendant, la vie continue. Alors que la surveillance intrusive, le contrôle de l'internet et la mise sur écoute téléphonique et la répression contre ceux qui élèvent la voix deviennent plus sévère de jour en jour, il est étrange de voir comment l'Inde devient la destination de rêve des festivals littéraires. Environ dix d'entre eux sont programmés dans les prochains mois. Quelques-uns sont financés par ces mêmes sociétés pour le compte desquelles la police a déchaîné son régime de terreur. Le festival Harud Literary à Srinagar (reporté pour le moment) a été désigné pour être le plus neuf et le plus passionnant - "Alors qu'à l'automne, les feuilles changent de couleur, la vallée du Cachemire résonnera au son de la poésie, du dialogue littéraire, du débat et de discussions..." Ses organisateurs en ont fait la publicité comme d'un événement "apolitique", mais n'ont pas dit comment soit les dirigeants, soit les sujets d'une occupation militaire brutale qui a fait des dizaines de milliers de victimes, endeuillé des milliers de femmes et d'enfants et mutilé cent mille personnes dans ses chambres de torture peuvent être "apolitiques". Je me demande - les invités littéraires arriveront-ils avec des visas touristiques ? Y en aura-t-il des différents pour Srinagar et pour Delhi ? Auront-ils besoin d'une autorisation officielle accordée par les services de sécurité ? Un Cachemirien qui élève la voix ira-t-il directement du festival vers un centre d'interrogatoire, ou l'autorisera-t-on à rentrer chez lui se changer et rassembler ses affaires ? (Je suis juste schématique ici, je sais que c'est plus subtile que ça)

Le vacarme festif de cette fausse liberté aide à étouffer le bruit des pas dans les couloirs de l'aéroport alors que les déportés sont poussés de force dans des avions au départ, à assourdir le claquement des menottes se fermant autour des poignets robustes et chauds et le son métallique et froid des portes de prison.

L'oxygène dans nos poumons s'épuise petit à petit. Peut-être est-ce le moment d'utiliser tout ce qu'il reste de souffle dans nos corps pour dire : Ouvrez les portes ensanglantées.